

# Ville des Pavillons-sous-Bois

**Service Gestion Technique de Proximité**  
RL/SA 2022/265GTP

**ARRÊTÉ DU MAIRE 2022/265GTP**  
**PORTANT RÉGLEMENTATION À TITRE TEMPORAIRE**  
**DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**  
**AVENUE DU PRÉSIDENT WILSON**

Le Maire des Pavillons-sous-Bois,

**Vu** le Code de la route, article L 325.1 à L 325.3, L 411.1, R 411.25, R 417.10 et R 417.11,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L.2122-24 à L.2131-1 et L.2131-2, L.2521-1 et L.2521-2,

**Vu** le Code de la voirie routière, articles L 141.2, L115.1 et R 115.1 à R 115.4,

**Vu** l'instruction interministérielle de la signalisation routière,

**Vu** les prescriptions des autorités sanitaires,

**Vu** la réunion du 1<sup>er</sup> juillet 2022 en présence de la société DUBRAC TP, pour le compte de la DIRECTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (DEA) du DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS, sollicitant l'autorisation de réaliser des travaux du réseau d'assainissement, avenue du Président Wilson sur le tronçon situé entre l'avenue Jean Jaurès et l'avenue Victor Hugo,

**Considérant** qu'il convient à titre provisoire, de réglementer la circulation et de neutraliser le stationnement, du 11 juillet 2022 au 19 août 2022 inclus.

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté est applicable du 11 juillet 2022 au 19 août 2022 inclus, 24 Heures sur 24 et 7 jours sur 7, pendant toute la durée des travaux, avenue du Président Wilson sur le tronçon situé entre l'avenue Jean Jaurès et l'avenue Victor Hugo.

**ARTICLE 2** : La circulation sera en « rue barrée sauf riverains » sur l'avenue du Président Wilson sur le tronçon entre l'avenue Jean Jaurès et l'allée Jean Louis Rapinat. La circulation y sera « interdite aux véhicules de plus de trois tonnes cinq » et la vitesse sera limitée à 30 km/h et tout dépassement sera interdit.

La circulation sera en « rue barrée » sur l'avenue du Président Wilson sur le tronçon entre l'allée Jean Louis Rapinat et l'allée Michelet, aucun accès par véhicule ne sera possible pendant toute la durée des travaux.

La circulation sera mise à double sens sur l'allée Michelet. La vitesse sera limitée à 30 km/h et tout dépassement sera interdit.

**ARTICLE 3** : Le stationnement y sera interdit et considéré comme gênant à tous les véhicules autres que ceux de la DEA, de la société DUBRAC TP et du Service Voirie.

**ARTICLE 4** : La société chargée de l'exécution des travaux prendra toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer le cheminement piétons en sécurité.

**ARTICLE 5** : Des panneaux de pré-signalisation, de déviation, des passages piétons provisoires et des panneaux réglementaires, signalant les interdictions, seront apposés à tous les emplacements nécessaires. Le stationnement sera considéré comme gênant au sens des articles R.417.10 à R.417.12 du code de la route au droit de l'emplacement réservé. La société en charge des travaux sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux normes en vigueur. Si besoin, une lettre d'information pour les riverains, ainsi qu'un boitage pourront être demandés et réalisés par la société en charge des travaux.

Des barrières de sécurité pleines de hauteur minimum 1m seront posées par les soins, et aux frais de la société chargée de l'exécution des travaux. Les emprises seront fermées totalement en permanence pendant toute la durée du chantier. Pour des raisons de sécurité et afin de limiter tout risque d'accident, les barrières de « Police » à tubes sont proscrites.

**ARTICLE 6 :** L'accès aux riverains et aux services de secours sera maintenu, y compris au niveau des entrées charretières, hormis sur l'avenue du Président Wilson sur le tronçon entre l'allée Jean Louis Rapinat et l'allée Michelet.

**ARTICLE 7 :** Dès la date de fin d'arrêté, si l'emprise n'est pas remise en état initial, le Service Voirie établira une facturation via des droits de voirie en fonction de la superficie et du nombre de jours d'occupation du domaine Public. De plus, les Services de Police procéderont à la verbalisation du chantier pour occupation illégale et dégradation du domaine public en vertu des articles L.116-1 à 8 et R. 116-1 à 2 du code de la Voirie Routière. Passé un délai de 30 jours si les emprises ne sont toujours pas remises en état, le Service Voirie fera intervenir ses bailleurs et les frais de remise en état seront facturés à la société en charge des travaux. Les matériaux de terrassement et les big-bag seront impérativement retirés quotidiennement.

**ARTICLE 8 :** Le stationnement et la circulation seront rétablis dès l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 9 :** Le déplacement et la mise en fourrière de tous les véhicules gênant le bon déroulement du chantier seront prescrits par les services de police, conformément à l'article R 417.10 du code de la route.

**ARTICLE 10 :** Des mesures générales de prévention et des risques liés à l'épidémie du coronavirus Covid 19 seront mise en place conformément aux prescriptions des autorités sanitaires et du guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus Covid 19.

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la commune et affiché aux lieux et places habituels ainsi qu'aux abords immédiats de la voie concernée. Cet affichage, aux abords immédiats de la voie concernée, devra être effectué au moins 48 heures avant le début des travaux sur des supports spécifiques dédiés, et visibles. Il sera proscrit de positionner le présent arrêté sur le mobilier urbain de la Ville des Pavillons-sous-Bois.

**ARTICLE 12 :** Le présent arrêté est exécutoire de plein droit à compter de sa date d'affichage. Tout recours peut être formé contre cet acte dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Montreuil, à compter de sa date de publication. Le tribunal peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 13 :** Monsieur le Commissaire de Police de Bondy, Monsieur le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 14 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Commissaire de Police de Bondy - [dspap-dtsp93-csp-bondy-upa@interieur.gouv.fr](mailto:dspap-dtsp93-csp-bondy-upa@interieur.gouv.fr),
- Caserne des Sapeurs-Pompiers de Bondy – [bryan.labise@pompiersparis.fr](mailto:bryan.labise@pompiersparis.fr),
- Monsieur le Chef de la Police Municipale – [police.municipale@lespavillonssousbois.fr](mailto:police.municipale@lespavillonssousbois.fr),
- Monsieur ANATCHKOV, Adjoint au Maire délégué à la Sécurité publique, la Sécurité des bâtiments, la Délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,
- Service Communication - [florence.gadroy@lespavillonssousbois.fr](mailto:florence.gadroy@lespavillonssousbois.fr),
- Grand Paris-Grand Est - [gestiondechets@grandparisgrandest.fr](mailto:gestiondechets@grandparisgrandest.fr),
- Monsieur CISSE responsable des chauffeurs de car - [chauffeur@lespavillonssousbois.fr](mailto:chauffeur@lespavillonssousbois.fr),
- DIRECTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (DEA) du DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS, Monsieur DJELTI, 99 avenue du Général De Gaulle 93110 Rosny-Sous-Bois (01 43 93 65 00) – [bdjelti@seinesaintdenis.fr](mailto:bdjelti@seinesaintdenis.fr) – [gnebie@seinesaintdenis.fr](mailto:gnebie@seinesaintdenis.fr),
- Société DUBRAC TP, Monsieur FARIA, 34-36, rue du Maréchal Lyautey 93200 Saint Denis (01 49 71 10 90) – [faria@dubrac.com](mailto:faria@dubrac.com),
- CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS, Direction de la Voirie et des Déplacements, Secteur territorial Sud, : M. DEBOCK rue du 8 mai 1945 93190 Livry-Gargan, (01 43 93 77 10) – [odebock@seinesaintdenis.fr](mailto:odebock@seinesaintdenis.fr),
- RATP, Monsieur MAYRAN, 132 avenue de Rome 93320 Les Pavillons-sous-Bois - [pascal.mayran@ratp.fr](mailto:pascal.mayran@ratp.fr).

Fait aux Pavillons-sous-Bois, le 5 juillet  
Adjoint au Maire  
Département de la Voirie et aux Affaires économiques  
Commerce de proximité  
R.F.  
Marc SUJOL